



MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU ROYAUME DES PAYS-BAS LA HAYE

CONVENTION SUR L'OBTENTION DES PREUVES À L'ÉTRANGER EN MATIÈRE CIVILE OU COMMERCIALE (La Haye, le 18 mars 1970)

Notification conformément à l'article 42 de la Convention

ADHÉSION

Géorgie, 31-05-2021

Conformément à l'article 39, troisième paragraphe, la Convention entrera en vigueur pour la Géorgie le 30 juillet 2021.

Conformément à l'article 39, quatrième paragraphe, de la Convention, l'adhésion n'aura d'effet que dans les rapports entre la Géorgie et les États contractants qui auront déclaré accepter cette adhésion.

Conformément à l'article 39, cinquième paragraphe, la Convention entrera en vigueur entre la Géorgie et l'État ayant déclaré accepter cette adhésion soixante jours après le dépôt de la déclaration d'acceptation.

AUTORITÉ, RÉSERVES ET DÉCLARATION

Géorgie, 31-05-2021

(Traduction) (Texte original en géorgien)

« Les réserves suivantes seront prises en considération lors de l'adhésion à la Convention de La Haye du 18 mars 1970 relative à l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale :

1. Conformément à l'article 2 de la Convention, la Géorgie désigne le ministère de la Justice comme Autorité centrale.
2. Conformément à l'article 33, alinéa 1, de la Convention, la Géorgie exclut l'application des dispositions de l'alinéa 2 de l'article 4 de la Convention.
3. La Géorgie n'assumera pas l'obligation de traduire les documents en vue de l'exécution d'une commission rogatoire.
4. En vertu de l'article 8 de la Convention et conformément à la législation géorgienne, les magistrats de l'autorité requérante d'un autre État contractant peuvent assister à l'exécution d'une commission rogatoire.
5. Les indemnités payées aux experts et interprètes et les frais résultant de l'application d'une forme spéciale en vertu de l'article 9, alinéa 2, de la Convention, sont à la charge de l'État requérant.
6. Conformément à l'article 33, alinéa 1, de la Convention, la Géorgie exclut l'application des dispositions des articles 16, 17 et 18 du Chapitre II de la Convention.
La Géorgie déclare exclure également l'application des articles 19 et 21, dans la mesure où ils se rapportent aux articles 16, 17 et 18, objets de la réserve.
7. La Géorgie invite tout État d'origine requérant en vertu de l'article 26, alinéa 1, à rembourser les indemnités et frais visés audit alinéa.

La déclaration suivante sera prise en considération lors de l'adhésion à la Convention de La Haye du 18 mars 1970 relative à l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale :

En vertu de l'article 2, points (a) et (b), de la loi géorgienne sur les Territoires occupés, les territoires occupés de la Géorgie sont :

(a) les territoires de la République autonome d'Abkhazie ;

(b) la région de Tskhinvali (territoires de l'ancienne région autonome d'Ossétie du Sud).

La souveraineté et l'intégrité territoriale de la Géorgie au sein de ses frontières internationalement reconnues ont été confirmées en 2008 par la résolution n° 1633 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, par laquelle l'Assemblée condamne la reconnaissance par la Fédération de Russie de l'indépendance de la région de Tskhinvali/de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie et la considère comme une violation du droit international et des principes du Conseil de l'Europe. L'Assemblée réaffirme l'intégrité territoriale et la souveraineté de la Géorgie, et appelle la Fédération de Russie à revenir sur sa décision de reconnaître l'indépendance de la région de Tskhinvali/de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie, et à respecter pleinement la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Géorgie ainsi que l'inviolabilité de ses frontières.

De plus, l'Assemblée générale des Nations Unies a reconnu, par la résolution n° 11785, le droit des personnes déplacées à retourner dans les territoires occupés de la Géorgie, quelle que soit leur appartenance ethnique.

À cet égard, la Géorgie déclare que les obligations découlant de la présente Convention seront appliquées et mises en œuvre dans les régions d'Abkhazie et de Tskhinvali/d'Ossétie du Sud dès que les circonstances le permettront et que la Géorgie aura repris le contrôle effectif de ces territoires.

Les actes et demandes effectués ou délivrés par les autorités illégales de la Fédération de Russie ou par ses représentants déployés (opérant) dans les territoires occupés de la Géorgie, ou par les autorités illégitimes de la République autonome d'Abkhazie ou de la région de Tskhinvali/d'Ossétie du Sud, actuellement sous contrôle effectif de la Fédération de Russie, sont considérés comme nuls et non avendus et n'ont aucune conséquence juridique, qu'ils soient présentés directement ou indirectement par l'entremise des autorités de la Fédération de Russie.

Les dispositions de la Convention relatives à la possibilité de relation ou de communication directe ne s'appliqueront pas aux organes illégaux d'Abkhazie et de la région de Tskhinvali/d'Ossétie du Sud tant que celles-ci seront sous contrôle effectif de la Fédération de Russie. Les procédures de communication pertinentes seront définies par l'Autorité centrale de la Géorgie à Tbilissi. »

La Haye, le 18 juin 2021

Les notifications dépositaires sont accessibles en ligne sur le site Web du Ministère des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas, à l'adresse <https://treatydatabase.overheid.nl>

XX Obtention des preuves No. 12/2021



**MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS OF THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS
THE HAGUE**

CONVENTION ON THE TAKING OF EVIDENCE ABROAD IN CIVIL OR
COMMERCIAL MATTERS
(The Hague, 18 March 1970)

Notification pursuant to Article 42 of the Convention

ACCESSION

Georgia, 31-05-2021

According to Article 39, third paragraph, the Convention will enter into force for Georgia on 30 July 2021.

According to Article 39, fourth paragraph, of the Convention, the accession will have effect only as regards the relations between Georgia and such Contracting States as will have declared their acceptance of the accession.

According to Article 39, fifth paragraph, the Convention will enter into force between Georgia and the State that has declared its acceptance of the accession on the sixtieth day after the deposit of the declaration of acceptance.

AUTHORITY, RESERVATIONS AND DECLARATION

Georgia, 31-05-2021

(Translation) (Original: Georgian)

"The following Reservations shall be taken into consideration upon accession to the Hague Convention on the Taking of Evidence abroad in Civil or Commercial Matters, dated 18 March 1970:

1. In accordance with Article 2 of the Convention the Ministry of Justice shall be designated as the Central Authority in Georgia.
2. In accordance with Paragraph 1 of Article 33 of the Convention, Georgia shall exclude the application of the provisions of Paragraph 2 of Article 4 of the Convention.
3. Georgia shall not undertake the obligation to translate documents for the execution of a Letter of Request.
4. Pursuant to Article 8 of the Convention, members of the judicial personnel of the requesting authority of another Contracting State may be present at the execution of a Letter of Request, in accordance with the legislation of Georgia.
5. Fees paid to the experts and interpreters and the costs incurred as result of use of the special procedure under Paragraph 2 of Article 9 of the Convention shall be borne by the State of origin of request.
6. In accordance with Paragraph 1 of Article 33 of the Convention, Georgia shall not apply the provisions of Articles 16, 17 and 18 of Chapter II of the Convention. Georgia declares that Articles 19 and 21 shall not be applicable either, since they refer to Articles 16, 17 and 18, to which the reservation was made.
7. Georgia requests that any State of origin, making a request pursuant to Paragraph 1 of Article 26, shall reimburse the fees and costs to which this Paragraph refers.

The following Declaration shall be taken into consideration upon accession to the Hague Convention on the Taking of Evidence abroad in Civil or Commercial Matters, dated 18 March 1970:

In accordance with Sub-paragraphs (a) and (b) of Article 2 of the Law of Georgia on the Occupied Territories, the occupied territories of Georgia are:

(a) the territories of the Autonomous Republic of Abkhazia;

(b) the Tskhinvali region (the territories of the former Autonomous Region of South Ossetia).

By Resolution No 1633 of 2008, the Parliamentary Assembly of the Council of Europe confirmed the sovereignty and the territorial integrity of Georgia within its internationally recognized borders. In accordance with this Resolution, the Assembly condemns the recognition by the Russian Federation of the independence of the Tskhinvali Region/South Ossetia, Georgia and Abkhazia, Georgia as a violation of international law and the statutory principles of the Council of Europe. The Parliamentary Assembly of the Council of Europe reaffirms the territorial integrity and sovereignty of Georgia and calls upon the Russian Federation to withdraw its recognition of the independence of the Tskhinvali Region/South Ossetia, Georgia and Abkhazia, Georgia and to respect fully the sovereignty and territorial integrity of Georgia, as well as the inviolability of its frontiers.

Furthermore, the United Nations (General Assembly Resolution 11785) General Assembly also recognized the right of return of the internally displaced persons, regardless of their ethnicity, to the occupied territories of Georgia.

In this regard, Georgia states that the obligations under the present Convention shall be applied and implemented with respect to the Georgian regions of Abkhazia and the Tskhinvali Region/South Ossetia when the circumstances permit and Georgia restores effective control over those territories.

Documents or requests made or issued by the illegal authorities of the Russian Federation, or officials of these illegal authorities, deployed (operating) in the occupied territories of Georgia, or by the illegitimate authorities of the Autonomous Republic of Abkhazia, Georgia and of the Tskhinvali Region/South Ossetia, Georgia, which are currently under the effective control of the Russian Federation, are null and void and have no legal effect regardless of whether they are presented directly or indirectly through the authorities of the Russian Federation.

The provisions of the Convention on the possibility of direct communication or relation shall not apply to the illegal organs of Abkhazia (Georgia) and the Tskhinvali Region/South Ossetia (Georgia), remaining under the effective control of the Russian Federation. The relevant communication procedures shall be determined by the Central Authority of Georgia in Tbilisi."

The Hague, 18 June 2021

The Depositary Notifications are accessible on the website of the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands at <https://treatydatabase.overheid.nl>

XX Taking of Evidence No. 12/2021